

PETITES DOUCEURS

Le secteur du Chocolat n'a pas Tenu sa Promesse de Mettre Fin à la Déforestation dans ses Chaînes d'Approvisionnement en Cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana



MIGHTY EARTH



SYNTHÈSE

Pendant de nombreuses années, les principaux chocolatiers du monde ont préféré nous cacher une vérité choquante. La production de cacao, l'ingrédient essentiel de leurs produits, ravageait les forêts d'Afrique de l'Ouest et entraînait la destruction de l'habitat des chimpanzés, des éléphants de forêt et des hippopotames nains, tous gravement menacés d'extinction. En septembre 2017, Mighty Earth a levé le voile sur ce scandale, exposant [l'Amère Vérité sur le Chocolat](#) grâce à une enquête qui a mis en lumière l'étendue de ces ravages.

En novembre 2017, lors de la conférence des Nations unies sur le climat, les gouvernements des deux principaux pays producteurs de cacao au monde, la Côte d'Ivoire et le Ghana – ainsi que les grands négociants de cacao et les principaux chocolatiers, dont Nestlé, Hershey's, Mondelēz et Mars – ont signé le cadre d'action Initiative Cacao et Forêts.¹ Cette décision a été suivie, début 2019, par la publication de plans de mise en œuvre détaillés, nourrissant l'espoir que les entreprises de la chaîne d'approvisionnement du cacao prendraient enfin des mesures décisives pour mettre fin à la déforestation causée par l'expansion des plantations de cacao en Afrique de l'Ouest.

Mais quatre ans plus tard, force est de constater que les promesses de l'Initiative Cacao et Forêts (ICF) sont loin d'avoir été tenues. En associant une cartographie de la chaîne d'approvisionnement et une analyse des données satellitaires à des enquêtes sur le terrain, Mighty Earth a de nouveau réuni des preuves de la destruction continue de la forêt tropicale dans les principales régions productrices de cacao, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Cette destruction s'opère notamment dans des zones protégées qui sont à la fois des habitats vitaux pour la faune menacée, des moyens de subsistance pour les communautés autochtones et locales, et des puits de carbone essentiels.



Les conclusions de Mighty Earth dans ce rapport révèlent les éléments suivants :

- Les défrichements dans leur ensemble restent proches d'un niveau record.
- Pour la Côte d'Ivoire, la perte moyenne du couvert forestier a été 2,3 fois plus élevée depuis janvier 2019 qu'elle ne l'a été entre 2001 et 2017, et 3,4 fois plus élevée que la perte moyenne enregistrée au cours des années 2000.
- Au Ghana, la perte de couvert forestier enregistrée en 2020 montrait qu'elle était 3,7 fois plus importante depuis janvier 2019 qu'elle l'a été entre 2001 et 2010, et 1,5 fois plus importante que la perte de couvert forestier moyenne entre 2011 et 2019.
- **Dans les régions productrices de cacao, depuis la publication des plans de mise en œuvre de l'ICF en janvier 2019, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont ensemble perdu une superficie de forêt tropicale équivalant à la superficie de villes comme Madrid, Séoul ou Chicago. On estime que la Côte d'Ivoire a perdu 19 421 hectares (ha) de forêt, soit une perte supplémentaire de 2 % de son couvert forestier restant au cours des trois dernières années. Au cours de la même période, on estime que le Ghana a perdu 39 497 ha de forêts, ce qui représente une perte de couvert forestier de 4 %, un chiffre vertigineux**
- La perte de canopée se poursuit dans l'ensemble des aires protégées de Côte d'Ivoire et du Ghana, et l'analyse des données satellitaires et les observations sur le terrain en Côte d'Ivoire révèlent que l'expansion de la culture du cacao joue un rôle majeur dans cet empiètement.

Le pire, c'est que cette catastrophe peut être parfaitement évitée. Le secteur du cacao pourrait surveiller et intervenir collectivement contre la perte du couvert forestier là où le cacao est cultivé en utilisant les mêmes outils que Mighty Earth – et il dispose de bien plus de ressources. Pourtant, au cours de ces quatre dernières années, les principaux chocolatiers du monde n'ont pas fait grand-chose pour changer leurs habitudes. En revanche, ils ont continué à faire miroiter de fausses promesses aux consommateurs. Pendant ce temps, les forêts continuent de disparaître, la faune sauvage meurt et les communautés locales et autochtones souffrent.

Trop c'est trop. Les négociants, les acheteurs, les fabricants et les détaillants de cacao doivent cesser, de toute urgence, de se réfugier derrière de vains prétextes et doivent mettre en place les mécanismes transparents de contrôle public qui avaient été promis lors du lancement de l'ICF. **Mighty Earth appelle les négociants en cacao et le secteur du chocolat à mettre au point un système de surveillance commun accessible au public par l'intermédiaire de l'ICF, en combinant les informations sur leur chaîne d'approvisionnement et en les superposant aux données satellitaires sur les points chauds récents de déforestation.** Ils devront ensuite redoubler d'efforts et travailler avec les responsables gouvernementaux pour mettre au point des interventions adéquates auprès des cultivateurs de cacao et des communautés locales afin d'empêcher de nouveaux défrichements.

Les agriculteurs et les forêts d'Afrique de l'Ouest ne veulent plus entendre les paroles doucereuses des chocolatiers. Quand il s'agit d'honorer ses engagements, les actions sont plus éloquents que les mots.



CONCLUSIONS AU NIVEAU NATIONAL

ÉVALUATION DE LA DÉFORESTATION LIÉE À LA CULTURE DU CACAO EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Côte d'Ivoire et le Ghana sont les plus importants producteurs de cacao au monde. Les nations d'Afrique de l'Ouest sont de tels poids lourds dans le domaine des produits agricoles, qu'ensemble, elles représentent près de 60 % du cacao utilisé pour confectionner les produits chocolatés consommés dans le monde.² Malheureusement, ce chocolat a un coût très élevé : entre 2001 et 2020, le Ghana a connu une diminution de 19 % de sa couverture arborée, tandis que la Côte d'Ivoire a connu une diminution de 22 % de sa couverture arborée.³ Une grande partie de cette perte s'est produite dans les régions productrices de cacao, en grande partie pour créer des plantations de cacao.

Mighty Earth a réalisé la nouvelle analyse présentée dans ce rapport afin de déterminer si ces taux élevés de déforestation ont cessé ou ralenti depuis la publication des plans de mise en œuvre de l'ICF en 2019. Notre évaluation se fonde sur deux sources différentes de données satellitaires à haute résolution, ainsi que sur les résultats d'une enquête de terrain menée en Côte d'Ivoire en août 2021 pour compléter et « vérifier sur place » l'imagerie SIG. Nous nous sommes appuyés sur les travaux des chercheurs de l'université de Wageningen, aux Pays-Bas, pour capturer les nouvelles alertes à haute résolution des perturbations forestières. Ces alertes radar détectant la déforestation (RADD, RAdar for Detecting Deforestation) sont accessibles au public. Elles s'appuient sur les données radar de télédétection des satellites Sentinel-1 de l'Agence spatiale européenne pour détecter les changements de hauteur de la canopée, tous les six à douze jours.

Outre les alertes RADD, pour la Côte d'Ivoire, Mighty Earth s'est appuyé sur le système d'alerte précoce des perturbations forestières (FDEWS, Forest Disturbance Early Warning System), mis au point par Vivid Economics, qui synthétise des données radar et satellitaires à haute résolution recueillies tous les 12 jours pour créer des alertes de changement d'occupation des sols. À travers la plateforme appelée IMAGES, l'imagerie de chaque passage du satellite est comparée à une carte de référence des forêts, compilée en janvier 2019, afin de localiser les perturbations dans une zone forestière de départ.

Les systèmes d'alerte RADD et FDEWS constituent une nouvelle avancée en matière de surveillance de la déforestation : les alertes sont disponibles à une résolution spatiale beaucoup plus fine (10mx10m) que ce que permettaient les précédents systèmes de surveillance (30mx30m), et l'utilisation du radar (comparée à l'imagerie satellitaire) permet aux systèmes de surveillance de détecter les changements de couverture terrestre même par mauvais temps.



Photo: iStock.com/ANDREYGUDKOV

Les récentes données d'imagerie satellitaire fournies par le système d'alertes RADD et le système FDEWS ont révélé un tableau statistique glaçant. **Si ces deux méthodologies ont abouti à des chiffres légèrement différents, la réalité mise en évidence par les données est la même : les taux de déforestation restent obstinément élevés tant en Côte d'Ivoire qu'au Ghana.** Ces données ont été corroborées par les observations de notre équipe de recherche sur le terrain en Côte d'Ivoire en août 2021.

En Côte d'Ivoire, la déforestation connaît une

légère hausse depuis 2019, ce qui présage une catastrophe pour la faune autochtone. En 2020, le couvert forestier ne représentait plus que 8,9 % de son territoire (selon la Banque mondiale). Cela signifie qu'il ne reste plus que 1 000 chimpanzés et 200 éléphants de forêt dans un pays qui doit pourtant son nom à leurs défenses. À ce rythme, le recul des forêts menace d'éradiquer les espèces menacées qui subsistent encore. Au Ghana, la déforestation a doublé entre 2019 et 2020 et n'a pas connu de baisse significative en 2021. Nous présentons ci-dessous une analyse plus détaillée pour chaque pays.

Tableau 1: Alertes RADD (ha) dans les régions productrices de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana

	2019	2020	2021
CÔTE D'IVOIRE	6,171	6,374	6,876
GHANA	7,479	16,082	15,935

SOURCE : DONNÉES COMPILÉES À PARTIR DE WUR (WAGENINGEN UNIVERSITY & RESEARCH), ET ANALYSÉES AVEC GOOGLE EARTH ENGINE

CÔTE D'IVOIRE

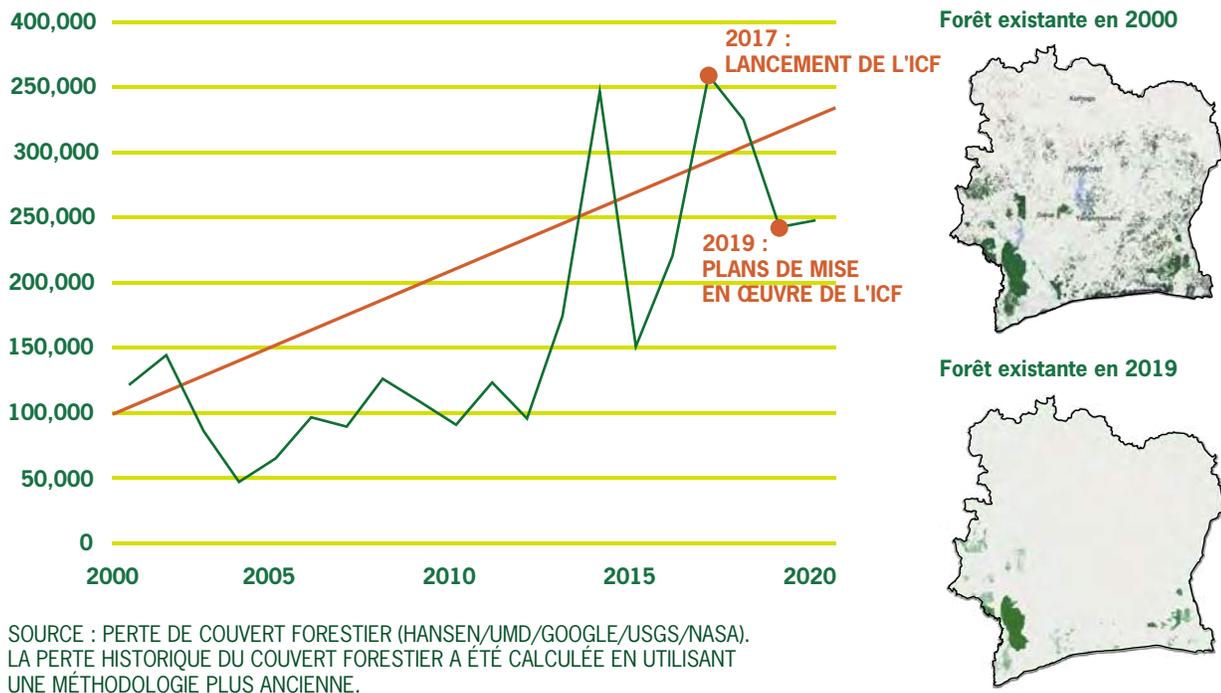
Depuis 2001, le World Resources Institute se base sur l'imagerie satellitaire multispectrale pour publier des données sur la perte de couvert forestier en Côte d'Ivoire.⁴ En 2020, la perte du couvert forestier dans le pays était 252 % plus importante qu'en 2000-2010, et 109 % plus importante que la perte moyenne du couvert forestier de 2011 à 2019. **En effet, depuis la signature de l'ICF, la perte globale du couvert forestier au niveau national a été 276 % plus importante entre 2018 et 2020 que la perte moyenne enregistrée au cours des années 2000.**

Parmi les engagements pris par le gouvernement ivoirien à la suite du lancement de l'ICF en 2019 figurait l'interdiction de créer de nouvelles plantations de cacao. S'il avait été appliqué, ce moratoire aurait pu limiter considérablement tout nouvel épisode de déforestation lié à la production de cacao.

Mais notre analyse des données du RADD a permis de constater que 19 421 ha de forêts ont été perturbés depuis 2019 dans les régions productrices de cacao. Au cœur de la « ceinture de cacao », dans le Guémon, le taux de déforestation a atteint le chiffre stupéfiant de 14 % depuis 2019, alors que presque aucune déforestation n'a été enregistrée dans certaines zones voisines, car la quasi-totalité de la forêt a déjà été défrichée. Le gouvernement ivoirien utilise depuis deux ans la plateforme en ligne IMAGES, élaborée par Vivid Economics, pour évaluer le capital naturel du pays. Bien que les données IMAGES, qui exploitent les données FDEWS, ne remontent qu'au début de l'année 2020 pour l'ensemble du pays, elles donnent à voir une perte de couvert forestier alarmante. Une grande partie (31-41 %) de cette perte a été enregistrée dans les régions productrices de cacao (voir Tableau 2).



Figure 1 : Perte du Couvert Forestier (ha) en Côte d'Ivoire - 2000-2020



SOURCE : PERTE DE COUVERT FORESTIER (HANSEN/UMD/GOOGLE/USGS/NASA). LA PERTE HISTORIQUE DU COUVERT FORESTIER A ÉTÉ CALCULÉE EN UTILISANT UNE MÉTHODOLOGIE PLUS ANCIENNE.

Le bilan des aires protégées en Côte d'Ivoire est également inquiétant. Malgré des différences dans les décomptes au niveau national, le système RADD et les données FDEWS ont relevé presque exactement la même superficie de déforestation dans les réserves naturelles et les aires protégées de Côte d'Ivoire en 2020, soit une perte forestière d'environ 2 200 ha. Tous les grands négociants en cacao – Cargill, Barry Callebaut, Olam, Sucden, Touton et Ecom – sont liés à des coopératives de petits producteurs de cacao situées à proximité de zones protégées. Ils

s'exposent ainsi fortement au risque que leur cacao soit issu de parcs nationaux et d'aires protégées victimes de la déforestation. cacao soit issu de parcs nationaux et d'aires protégées victimes de la déforestation.

Les forêts des parcs nationaux et des aires protégées de Côte d'Ivoire sont souvent le dernier refuge pour la faune menacée. Elles sont aussi essentielles pour assurer le maintien des précipitations et atténuer les lourdes répercussions du changement climatique dans le pays. L'une des réalités les

Tableau 2 : Résumés des Alertes de Perturbation Forestière IMAGES

FDEWS ALERTS (HA)	COTE D'IVOIRE (TOTAL) HA	% PERTE DU COUVERT FORESTIER	RÉGIONS DE CACAO
2020	53,419	2.9%	20,791
2021	43,530	2.4%	13,777

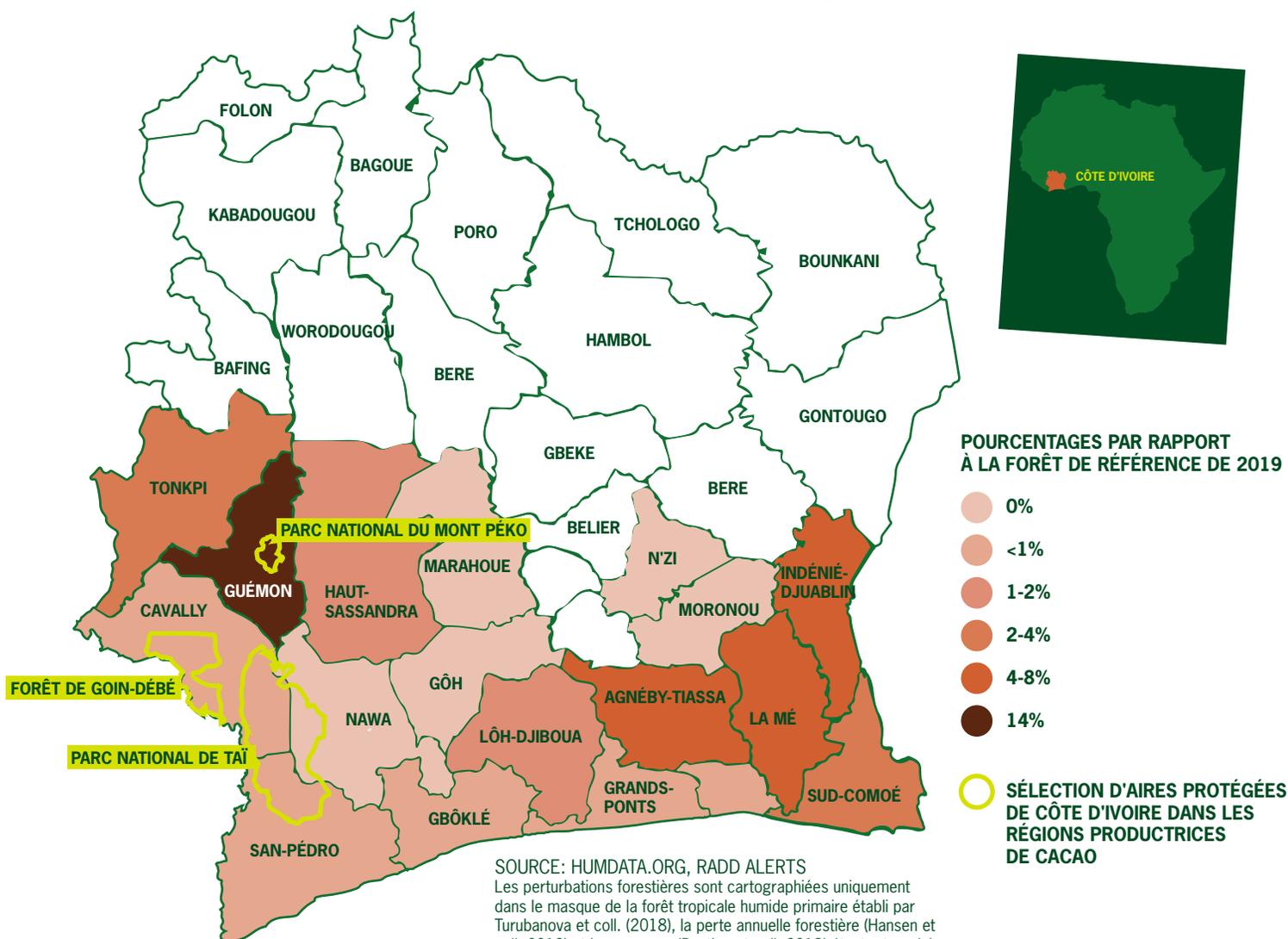
SOURCE : DISPONIBLE SUR DEMANDE À L'ADRESSE [HTTPS://IMAGES-CDI.VIVID-EARTH.COM/LOGIN](https://images-cdi.vivid-earth.com/login)

plus tragiques de cette situation est le déclin de 90 % de la population de chimpanzés en Côte d'Ivoire depuis 1990, la moitié de la population résiduelle se trouvant dans les parcs nationaux.^{5,6}

Afin de vérifier notre analyse des données radar et satellitaires, les chercheurs de Mighty Earth ont passé deux semaines sur le terrain en Côte d'Ivoire, en août 2021. Notre équipe s'est rendue dans certains des endroits évoqués dans notre enquête, Mensonges sous Emballages, publiée en 2019. Elle a pu constater, à notre grand désarroi, que la déforestation a encore lieu partout dans ces régions.

Dans les principales régions agricoles, toute l'économie locale tourne autour du cacao : le revenu des ménages ruraux, les banques, les entreprises, les transports et même les organisations de la société civile (OSC). Pourtant, malgré son importance pour l'économie, les communautés locales interrogées par notre équipe de recherche ont fait part de leur tristesse et de leur impuissance face à la dévastation écologique causée par la déforestation pour le cacao. Les personnes interrogées considèrent qu'elles ne bénéficient pas assez de l'argent tiré du cacao, et s'inquiètent du fait que la pression croissante qui s'exerce sur leurs terres entraîne régulièrement des conflits sociaux.

Figure 2 : Perte Forestière en Côte d'Ivoire dans les Régions Productrices de Cacao





Dans le parc national du Mont Péko, qui était dirigé par des seigneurs de la guerre restés après la guerre civile, et où des plantations illégales de cacao avaient fait l'objet d'expulsions entre 2013 et 2016, l'analyse des données satellitaires de Mighty Earth a révélé qu'il restait très peu de forêts en raison de nombreuses années de défrichement pour le bois et les plantations de cacao. Rien qu'en 2020, plus de 350 ha de forêt ont été détruits, laissant ainsi un parc de seulement 9 330 ha de forêt. Ceci a pu être vérifié lors d'entretiens avec des membres des communautés locales environnantes, qui nous ont relaté les destructions à l'intérieur du parc.

In 2020 alone, over 350 ha of forest were lost, leaving only 9,330 ha of forest in the park. This was verified in interviews with members of the surrounding local communities, who told us about the devastation inside the park.

Cependant, les paysages forestiers les moins protégés sont ceux où la déforestation liée au cacao est la plus intense. En Côte d'Ivoire, les forêts font l'objet de différentes classifications – des parcs nationaux aux « réserves à vocation scientifique » en passant par les forêts classées, qui comprennent des réserves dites agricoles, dans lesquelles



Photo: Mighty Earth

l'agriculture peut être autorisée avec un permis délivré par le gouvernement. Une forêt classée est moins protégée qu'un parc national. La forêt classée de 133 170 ha de Goin-Débé en est un exemple. Hélas, la forêt de cette zone est aujourd'hui détruite à plus de 90 %, d'après les chiffres officiels du gouvernement.⁷ Pour sauver ce qui peut l'être, le gouvernement ivoirien a décidé de confier 20 000 ha à la population locale afin qu'elle mette en œuvre des programmes d'agroforesterie pour restaurer une partie du couvert forestier dans la région.

Notre équipe a également pu constater que des parcelles avaient été défrichées récemment, à proximité du village de Gahabli, situé près de la forêt de Cavally et du parc national de Taï. Un membre de l'équipe de recherche sur le terrain a expliqué:

“Cavally est moins protégée, car elle a été classée comme une forêt, plutôt que comme un parc national ou une réserve. Les forêts sont supervisées par le ministère des Eaux et Forêts, qui manque généralement de ressources. Les parcs nationaux et les réserves sont supervisés par l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR), qui est donc mieux équipé et doté en personnel, car il reçoit davantage de soutien du gouvernement et de bailleurs de fonds comme la Banque mondiale.”

L'incapacité des fonctionnaires à effectuer des patrouilles adéquates dans les forêts, comme celle de Cavally, rend ces dernières vulnérables aux défrichements illégaux. Un membre de l'équipe de recherche sur le terrain s'est souvenu de la rencontre suivante:

“Dans la forêt classée de Cavally, nous sommes tombés sur une zone qui avait été récemment défrichée et où des jeunes plants de cacao avaient été repiqués. Nous avons

vu de grands arbres à terre. Nous avons également vu des produits chimiques et des arbres brûlés. Alors que nous nous enfonçons dans la forêt, nous avons entendu des chiens aboyer et des gens parler. À ce moment-là, nous nous étions enfoncés loin dans la forêt. Les nouvelles déforestations n'ont pas lieu aux alentours du village, car des ONG surveillent la situation. Nous ne sommes pas allés à la rencontre de ces personnes. Cela aurait pu être dangereux, car leurs activités étaient illégales. Elles sont parfois armées et il n'est pas prudent de leur parler. Donc, dès que nous les avons entendues, nous nous sommes arrêtés et nous sommes revenus sur nos pas."

Bien sûr, les forêts ne sont pas seulement importantes en raison des arbres et des plantes extraordinaires qu'elles recèlent ; elles abritent également une faune

abondante. Les taux alarmants de déforestation et de fragmentation des forêts de la Côte d'Ivoire ces dernières années ont entraîné un effondrement des populations de nombreuses espèces vivant en milieu forestier. Une étude récente a révélé qu'il n'y avait plus de primates dans plus de la moitié des zones protégées étudiées.⁸

Le parc national de Taï, qui est la plus grande forêt intacte d'Afrique de l'Ouest, est une lueur d'espoir en Côte d'Ivoire. Bien qu'on y ait observé une légère déforestation, en pourcentage par rapport à la superficie du parc national, ces chiffres sont relativement faibles et ne correspondent pas au modèle des empiètements agricoles. Entourés de plantations de cacao, les efforts fructueux déployés pour protéger le Parc national de Taï démontrent qu'il est possible de limiter la déforestation.

Photo: Mighty Earth





GHANA

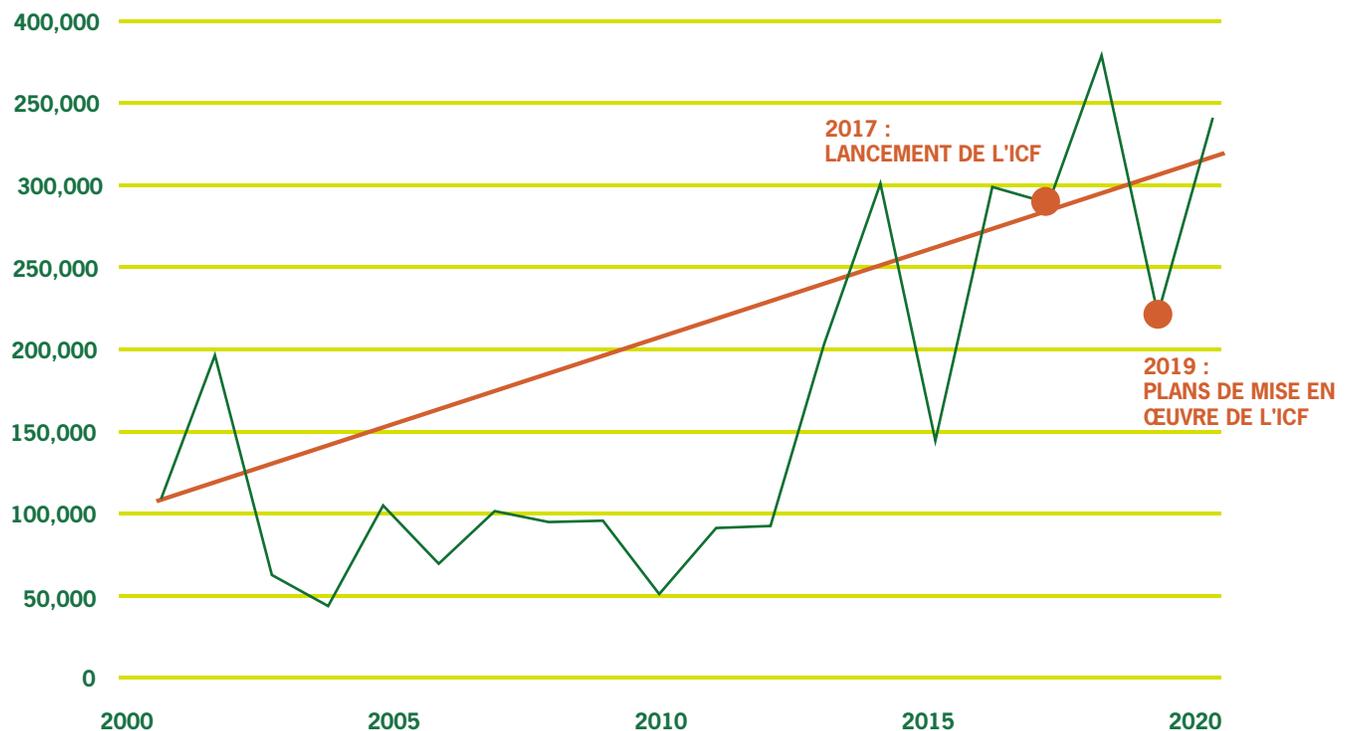
Au Ghana, les parties prenantes de l'ICF ont promis « d'éliminer toute conversion supplémentaire de terres forestières (telles que définies par les réglementations nationales et par des méthodologies comme l'approche "haut stock de carbone" et "haute valeur de conservation") pour la production cacaoyère ».⁹

Pourtant, d'après notre analyse du jeu de données de Global Forest Watch sur la perte de couvert forestier, cette perte était 370 % plus élevée à l'échelle nationale qu'entre 2001 et 2010 et était encore 150 % plus élevée que la perte moyenne de couvert forestier entre 2011 et 2019. Depuis la signature de l'ICF, la perte moyenne de couvert forestier a été 228 % plus élevée en moyenne que de 2001 à 2017, et 340 % fois plus élevée que la perte moyenne des années 2000. Dans les régions

Dans les régions productrices de cacao, les données du système d'alertes RADD dressent un tableau tout aussi désastreux, avec 39 497 ha de forêt détruits depuis la publication des plans de mise en œuvre de l'ICF, soit un taux de déforestation vertigineux de 3,9 %.

Bien que notre équipe n'ait pas été en mesure d'enquêter sur le terrain au Ghana en 2021, nous avons pu analyser en détail les données satellitaires des tendances récentes dans les réserves forestières et les parcs nationaux. Nous avons également consulté les partenaires de la société civile locale et examiné les publications récentes en la matière. Ces données ont confirmé le pic de perte de couvert forestier dans les réserves forestières. Dans les aires protégées du Ghana, les images satellitaires ont montré que la perte globale du couvert forestier s'est poursuivie à un rythme

Figure 3 : Perte du Couvert Forestier (ha) au Ghana - 2000-2020



SOURCE : PERTE DE COUVERT FORESTIER (HANSEN/UMD/GOOGLE/USGS/NASA). LA PERTE HISTORIQUE DU COUVERT FORESTIER A ÉTÉ CALCULÉE EN UTILISANT UNE MÉTHODOLOGIE PLUS ANCIENNE.

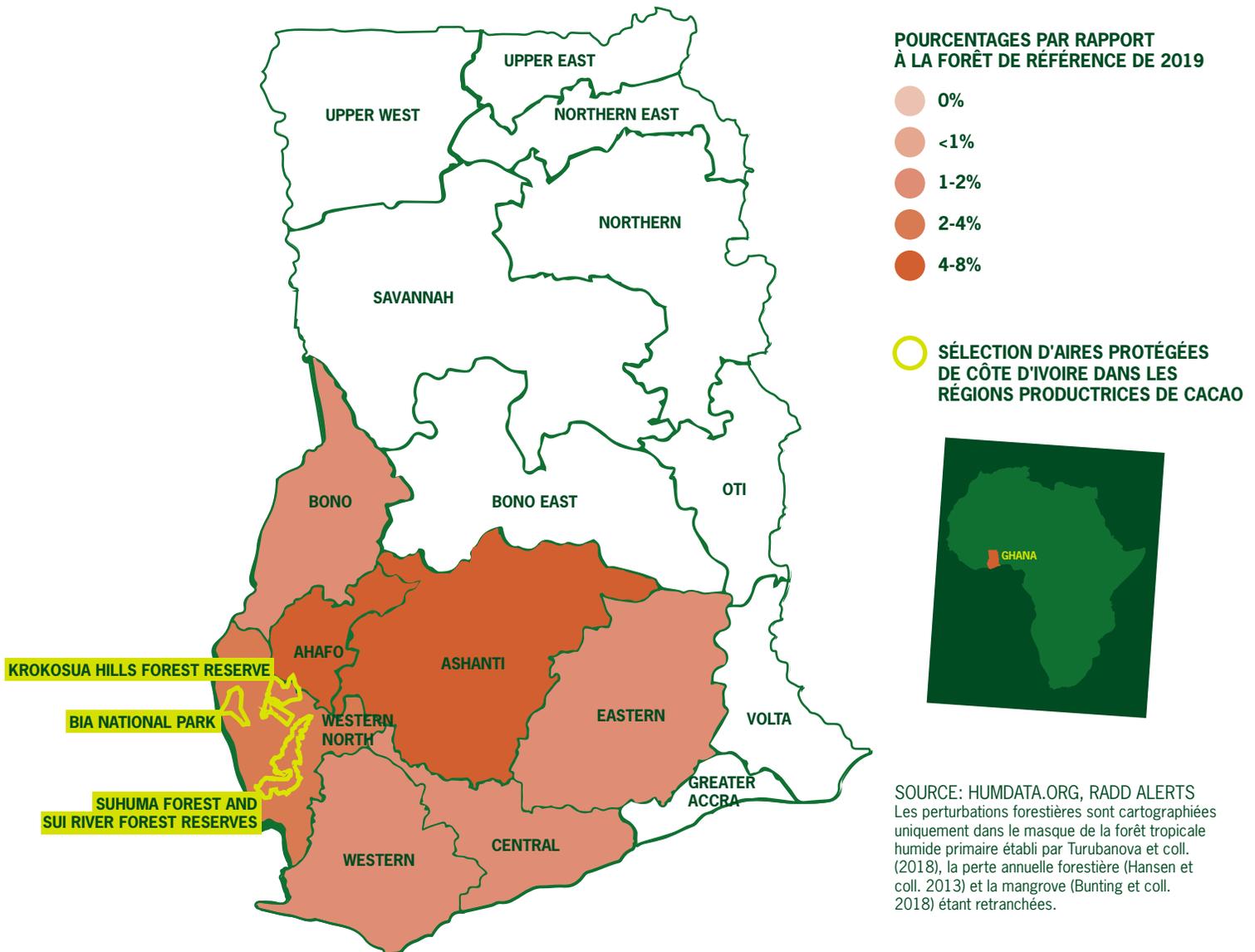
soutenu depuis l'annonce des plans de mise en œuvre d'ICF, avec un pic particulièrement prononcé en 2020.

Les réserves forestières et les parcs nationaux mis en évidence dans le tableau 6 sont tous situés dans des zones à forte production de cacao au Ghana. Ils font également partie des zones d'intervention prioritaires (HIA, Hotspots Interventions Areas), identifiées par le programme REDD+ du gouvernement qui prévoit des mesures prioritaires pour mettre fin à la déforestation.¹⁰ Outre le cacao, l'exploitation

forestière et minière est importante, même dans les zones protégées et les réserves forestières.

Le parc national de Bia, comme le parc national de Taï en Côte d'Ivoire, constitue un point positif relatif par rapport à cette situation. Ici, la déforestation est limitée et seuls quelques cas isolés de défrichement ont été constatés par rapport à la situation d'avant 2019. Comme il s'agit d'un parc national, le personnel est plus nombreux, mieux formé et mieux équipé pour protéger les limites du parc ainsi que ses ressources.

Figure 4 : Perte Forestière au Ghana dans les Régions Productrices de Cacao





Les réserves forestières sont détenues en fiducie et gérées par l'État, au nom de la population. Les communautés conservent donc leurs droits d'utilisation et d'accès à la forêt à des fins non commerciales. Les réserves forestières de Suhuma et de Sui River font partie d'une zone plus vaste censée être surveillée par deux conseils de gestion des terres (LMB, Land Management Boards), l'un mis en place par Rainforest Alliance et Olam Ghana et l'autre par le négociant en cacao Touton et ses partenaires. Les LMB sont des structures de gestion des ressources naturelles mises en place pour mobiliser le soutien des communautés locales en faveur de la protection des forêts.

Nos recherches ont révélé que la forêt de Suhuma a subi un empiètement important en bordure de la réserve et une déforestation sporadique en son sein, ce qui représente 507 ha de perte de couvert forestier depuis début 2019. Dans la réserve forestière Sui River, 1 328 ha ont été détruits depuis 2019. Une observation des images satellitaires des zones situées aux alentours de la réserve montre que l'avenir de ces terres risque fort de s'assombrir si ses limites ne sont pas protégées, car le couvert forestier des zones environnantes a été anéanti.

Sur le papier, les LMB sont un modèle très positif. Ils s'inspirent fortement du paradigme de gestion communautaire des forêts, souvent présenté par le gouvernement et les OSC comme une méthode permettant d'impliquer les communautés dans la lutte contre la déforestation. Mais en réalité, la majeure partie du travail incombe souvent aux bénévoles, qui n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour mener à bien leur mission. C'est pourquoi la simple existence des LMB ne suffira pas à protéger ces endroits des intrusions répétées. Il est important de rappeler que le mandat de protection des forêts appartient à l'État. Pour

y parvenir, un régime d'incitations rendant les forêts précieuses pour les agriculteurs et les communautés locales est nécessaire.

La réserve forestière de Krokosua Hills a également subi une déforestation importante au cours des trois dernières années. Bien que la forêt soit gérée par l'État, certains membres de la communauté affirment détenir le droit exclusif de cultiver dans des zones spécifiques de la forêt. En effet, le gouvernement ghanéen n'autorise pas la création d'exploitations dans les zones protégées (contrairement aux « réserves forestières agricoles » de Côte d'Ivoire, où des exploitations peuvent être créées avec un permis). Le gouvernement doit répondre à ces revendications divergentes, et doit le faire rapidement, afin de protéger l'intégrité de la réserve.

Sui River Forest Reserve Alertes de Déforestation



SOURCE:©2022 IMAGERY 2022 TERRAMETRICS
UNEP-WCMC (2022). PROFIL DE L'AIRE PROTÉGÉE DE SUI RIVER
ISSU DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE DES AIRES PROTÉGÉES,
FÉVRIER 2022. DISPONIBLE SUR : WWW.PROTECTEDPLANET.NET

SUIVI LIMITÉ = PROGRÈS LIMITÉS

Malgré les engagements pris par l'ICF, nos recherches d'importantes pertes forestières se poursuivent dans les régions productrices de cacao, en Côte d'Ivoire et au Ghana, et ce de manière alarmante, même dans les zones protégées. Le secteur et les gouvernements régionaux n'ont pas su saisir cette occasion. Sur le papier, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont pris des engagements forts pour mettre en place des systèmes de traçabilité et de suivi communs d'ici fin 2019.

- La Côte d'Ivoire s'est engagée à « développer et mettre en œuvre le système national de traçabilité d'ici 2019. » Cela ne s'est pas concrétisé. Bien que le ministère ivoirien des Eaux et Forêts se soit engagé à adopter un système de surveillance satellitaire national de la déforestation en janvier 2021, on ignore à quel stade de mise en œuvre se trouve ce système.
- Le Ghana s'est engagé à « ... améliorer la cartographie de la chaîne d'approvisionnement en cacao, avec une traçabilité à 100 % de la ferme au premier point de vente d'ici le 31 décembre 2019 ». Il a également souligné que « les entreprises signataires doivent mettre en place des systèmes de suivi vérifiables de la traçabilité de la ferme au premier point de vente, des politiques opérationnelles et des systèmes de contrôle assurant une surveillance efficace des risques associés, y compris une vérification de haute qualité, d'ici le 31 décembre 2019 ». Pourtant, à ce jour, ces systèmes n'ont pas non plus été mis en place.¹²

En mai 2021, l'ICF a publié ses rapports d'avancement 2020, dans lesquels elle vante la distribution de plants et de semis, l'amélioration de la traçabilité des chaînes d'approvisionnement directes, l'octroi de financements aux petits exploitants agricoles et une certaine dynamique dans l'adoption de systèmes de surveillance par satellite. Mais remarquons que si les rapports ont mis l'accent sur la reforestation, ils n'ont pas tenté de quantifier la déforestation, si ce n'est en des termes très vagues.

Les acteurs clés du secteur du cacao, tels que le Ghana Cocoa Board (COCOBOD) et le Conseil du Café-Cacao (CCC) en Côte d'Ivoire, qui réglementent le secteur du cacao dans leurs pays respectifs, travaillent de manière très opaque. Un rapport récent du CCC en Côte d'Ivoire affirme que la cartographie de toutes les exploitations de cacao en zone rurale et des forêts classées a été réalisée, mais aucune de ces informations n'a été rendue publique. **L'approvisionnement indirect représentant plus de 50 % de l'approvisionnement total, il faut allier la transparence et la traçabilité la plus stricte pour mettre fin à la déforestation liée au cacao. C'est d'ailleurs ce que prévoit l'accord de l'ICF.**



CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

Plus de quatre ans après les engagements très médiatisés de l'Initiative Cacao et Forêts, les résultats de la dernière analyse d'images satellitaires et les recherches sur le terrain menées par Mighty Earth montrent que la destruction des forêts de Côte d'Ivoire et du Ghana se poursuit pour laisser place à de nouvelles exploitations de cacao. Ces forêts sont une ressource inestimable. Elles sont le foyer des communautés autochtones et locales et abritent une multitude d'arbres magnifiques, de plantes rares et d'espèces sauvages menacées. Elles constituent également un atout essentiel pour lutter contre le changement climatique.

La destruction des forêts d'Afrique de l'Ouest pour nourrir l'appétit insatiable des négociants en cacao et des fabricants de chocolat entache durablement la réputation de ce secteur. En outre, cette déforestation est indissociable d'autres problèmes qui affectent le secteur, tels que l'utilisation excessive de pesticides nocifs, dangereux pour les personnes et la nature, ainsi que les conditions de travail médiocres et les faibles revenus des cultivateurs de cacao et des ouvriers agricoles. En effet, les engagements non tenus par le secteur du chocolat font tristement écho à des promesses semblables concernant l'éradication des pires formes de travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement du cacao. Ces promesses ont été formulées en 2010 dans le cadre d'une déclaration conjointe entre les gouvernements et les entreprises du secteur du cacao et du chocolat. Or, des rapports publiés récemment ont révélé que ces promesses n'ont pas non plus été tenues.

Le temps des excuses, des vaines promesses et des « petites douceurs » est révolu. Les négociants, les fabricants de chocolat et les gouvernements doivent collaborer de manière efficace pour surveiller les chaînes d'approvisionnement directes et indirectes en cacao, empêcher l'empiètement des forêts dû à l'expansion des plantations de cacao et offrir des moyens de subsistance décents aux petits cultivateurs. Mighty Earth demande :



Surveillance Commune

Les entreprises et les gouvernements membres de l'ICF doivent cesser de se renvoyer la balle, mettre fin à leur approche dispersée du suivi de la déforestation liée au cacao et collaborer pour mettre en place, en 2022, un mécanisme de surveillance commune efficace et multipartite. Cela signifie qu'il faut collecter et partager les données sur les sources d'achat en cacao de la chaîne d'approvisionnement et superposer ces informations à l'analyse satellitaire des « points chauds » de la déforestation pour cibler les zones à risque immédiat. Ce système de surveillance commune doit être accessible au public et transparent de sorte que les parties prenantes puissent à la fois contribuer et exploiter les éléments d'analyse.

Transparence

L'ICF doit rendre compte publiquement des progrès accomplis dans la réduction de la déforestation, dans le but d'empêcher toute nouvelle déforestation pour le cacao d'ici deux ans.

Soutenir l'Agroforesterie

Le secteur doit redoubler d'efforts pour restaurer les forêts dégradées et la biodiversité au Ghana et en Côte d'Ivoire, avec des systèmes agroforestiers qui remplaceront les monocultures de cacao qui utilisent les pesticides en abondance. Pour ce faire, les producteurs, les acteurs de l'industrie, les gouvernements et la société civile doivent unir leurs forces et, surtout, doivent adopter une approche centrée sur les cultivateurs qui réponde à leurs besoins et à leurs priorités en combinant de manière adéquate les arbres, les cultures et l'élevage dans leurs exploitations. La simple distribution de plants est loin d'être suffisante. Les principaux fabricants de chocolat doivent s'engager à s'approvisionner, d'ici 2025, en cacao issu de l'agroforesterie à hauteur d'au moins 50 %.

Côte d'Ivoire et Ghana

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire doit confirmer rapidement les limites des aires protégées et stopper toute nouvelle déforestation en associant, de manière transparente, les communautés et les organisations de la société civile à leur suivi. Il doit également prendre des mesures énergiques pour

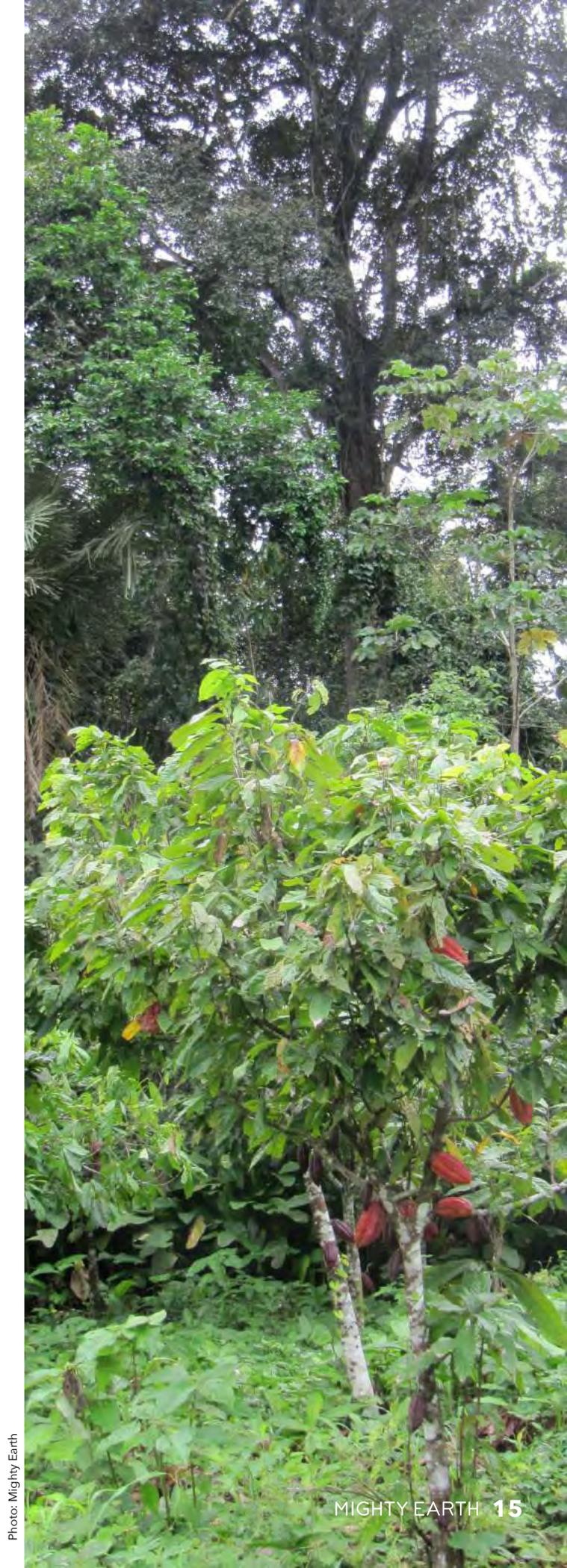


Photo: Mighty Earth



empêcher toute recolonisation de ces zones et entreprendre sans tarder leur reboisement, en privilégiant les espèces endémiques et en utilisant des techniques modernes qui ont fait leurs preuves.

Toujours en Côte d'Ivoire, Le Conseil du Café-Cacao devrait rendre publics l'intégralité des résultats du Recensement des producteurs de café-cacao et de leurs vergers, qui a été mené entre avril 2019 et décembre 2020, dans le but de mieux comprendre le secteur et d'informer la prestation de services aux petits agriculteurs.

Au Ghana, le gouvernement et les bailleurs de fonds multilatéraux – y compris la Banque mondiale et la Banque africaine de développement – doivent veiller à renforcer la coopération entre la Forestry Commission (Commission forestière), le Ghana Cocoa Board (COCOBOD) et les négociants en cacao, pour mettre en place un système national efficace de surveillance des forêts et des mécanismes de réclamation solides en vue de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux rencontrés dans ce secteur. Ces acteurs doivent également s'assurer que le nouveau système de gestion du cacao (CMS, Cocoa Management System), destiné à retracer la chaîne d'approvisionnement en cacao, est conçu de manière transparente, afin que les parties prenantes puissent avoir toute confiance dans les données produites.

Bien que le gouvernement ghanéen se soit engagé dans une réforme de la réglementation du régime de propriété des arbres, le processus est resté au point mort. Cela signifie que les agriculteurs ne sont pas incités à conserver les arbres qui poussent naturellement sur leurs exploitations. Le gouvernement doit se donner pour priorité d'achever ce travail.

Devoir de Vigilance

L'Union européenne, le Japon et les États-Unis doivent adopter une législation obligeant les entreprises à effectuer des contrôles de vigilance renforcés pour prévenir l'importation de cacao ou de produits dérivés du cacao liés à la déforestation sur leurs marchés respectifs.

NOTE SUR LA MÉTHODOLOGIE

Plusieurs méthodologies permettent de calculer le couvert forestier et la déforestation, et diverses sources de données sont disponibles pour alerter sur les changements de canopée et établir des cartes de référence des forêts. Pour ce rapport, nous avons résumé et analysé les alertes GLAD, FDEWS et RADD. Bien que les estimations diffèrent, toutes indiquent une perte/perturbation importante des forêts en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années.

Pour notre analyse finale, nous nous sommes principalement appuyés sur les données d'alertes RADD, car ces données de pointe sont ouvertes (les analystes intéressés peuvent ainsi reproduire nos résultats) et à jour. Les alertes RADD surveillent une version modifiée de la carte de référence de la forêt primaire humide établie par Turbanova et coll. (2018). Notre analyste a intégré dans Google Earth Engine des shapefiles en open source des frontières des pays, des régions et des parcs, et a superposé les alertes RADD dans les limites de ces zones pour obtenir des statistiques synthétiques pour chaque région. Pour accéder à notre analyse, nous vous invitons à consulter notre Earth Engine Script.

Pour nos calculs relatifs à la Côte d'Ivoire, nous avons intégré les données du système d'alerte précoce des perturbations forestières (FDEWS, Forest Disturbance Early Warning System). L'application et la classification des forêts ont été développées par Vivid Economics et ont été adoptées par le gouvernement de la Côte d'Ivoire comme principal outil de surveillance des forêts. Le FDEWS publie des statistiques mensuelles sur les perturbations forestières reposant sur un algorithme d'apprentissage automatique qui compare les passages des satellites Sentinel-1 avec une carte de référence des forêts datant de 2019. Certaines statistiques sont résumées dans ce rapport afin d'étayer nos conclusions sur les alertes RADD.

Pour effectuer nos calculs pour le Ghana, nous avons croisé les alertes RADD avec les principales aires protégées du pays. Nous nous sommes aussi concentrés sur sept régions administratives du Ghana. Nous avons choisi ces régions en raison de leur importance économique pour le cacao, comme le montre la carte nationale d'occupation des sols, la National Map of Forests and Land Use (2021).

Pour déterminer la déforestation spécifique aux régions productrices de cacao, nous nous sommes inspirés de l'article d'Abu et coll. (2021), « Detecting cocoa plantations in Côte d'Ivoire and Ghana and their implications on protected areas », qui définit les régions climatiques propices à la production de cacao pour ces deux pays. Nous avons utilisé leurs jeux de données, superposés aux limites administratives régionales de chaque pays disponibles en open source, pour calculer le pourcentage de la couverture terrestre classée comme cacao dans chaque région. Dans certaines régions, on a constaté qu'en 2021, jusqu'à 40 % des terres avaient été converties en plantations de cacao.

Note: dans un précédent communiqué de presse, Mighty Earth a fait part de données de la plateforme IMAGES indiquant que 47 000 ha avaient été défrichés dans les régions productrices de cacao en Côte d'Ivoire. Pour ce calcul, nous nous sommes appuyés sur l'article de Zoumana et coll. (2016), « Antécédents cultureux et identification de quelques pratiques paysannes en replantation cacaoyère en Côte d'Ivoire. » La carte établie par Abu et coll., qui présente une granularité plus fine des exploitations cacaoyères, nous a permis de restreindre notre zone d'étude et d'éliminer certaines régions cacaoyères moins pertinentes.

Nous avons additionné ensuite les perturbations forestières signalées par les alertes RADD dans chacune des principales régions productrices de cacao afin d'avoir une idée de la déforestation pouvant être liée à l'expansion des plantations de cacao. La perturbation forestière « est définie comme la suppression complète ou partielle du couvert forestier dans un pixel de Sentinel-1 de 10 m de résolution ». Nous avons incorporé dans nos résumés les alertes confirmées et celles à forte probabilité (97,5 %), ainsi que les alertes non confirmées et à faible probabilité (85 %), ceci afin d'inscrire notre analyse dans le temps.

Enfin, nous avons superposé ces statistiques sur les régions choisies afin d'obtenir une image plus précise de l'ampleur de la perte de canopée dans les principales régions productrices de cacao. Nous avons ensuite calculé les alertes par rapport aux cartes de référence des forêts pour déterminer le taux de déforestation. Il convient de noter que les alertes du RADD ne garantissent pas que la perte de forêt est liée au cacao. Il existe également d'autres facteurs de déforestation dans la région, notamment le défrichement pour le caoutchouc (surtout en Côte d'Ivoire) et les projets d'exploitation forestière, minière et d'infrastructure dans les deux pays. Dans d'autres parties de la Côte d'Ivoire, nous constatons également une augmentation des défrichements liés à la culture des noix de cajou.

NOTES

1. Voir : <https://www.worldcocoafoundation.org/initiative/cocoa-forests-initiative/>
2. Confectionary Production (2 septembre 2020) « Ghana and Ivory Coast governments join forces with new body for the cocoa sector » <https://www.confectionaryproduction.com/news/31124/ghana-and-ivory-coast-governments-join-forces-with-new-body-for-the-cocoa-sector/>
3. Global Forest Watch <https://globalforestwatch.org>
4. Il convient de noter que la méthodologie d'analyse des données du WRI a évolué et s'est améliorée au fil du temps en précision et en sensibilité. Pour une explication à ce sujet, nous vous invitons à consulter le site : <https://www.globalforestwatch.org/blog/data-and-research/tree-cover-loss-satellite-data-trend-analysis/>
5. Heinicke, S. et coll. (2019) « Advancing conservation planning for western chimpanzees using IUCN SSC A.P.E.S.-the case of a taxon-specific database ». Environmental Research Letters, Vol. 14, N° 6. <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab1379>
6. Kouakou, J-L. et coll. (14 octobre 2020) « Ivory Coast without ivory: Massive extinction of African forest elephants in Côte d'Ivoire » PLOS ONE <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0232993>
7. Vivid Economics (publié en ligne en juillet 2020) « State and Trends of Deforestation in Côte d'Ivoire (2019-2020) » (les chiffres pour Goin-Débé sont cités p.13). <https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/07/State-and-Trends-of-Deforestation-in-Cdl-1.pdf>
8. « Joint Framework for Action Ghana » <https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2017/03/Ghana-Framwork.pdf>
9. World Cocoa Foundation, Cocoa and Forests Initiative (août 2018) Joint Framework for Action - Ghana <https://www.worldcocoafoundation.org/wp-content/uploads/2018/08/Ghana-Framework-Final-1.pdf>
10. Voir : <http://www.ghanaredddatahub.org/>
11. Voir : <https://partnershipsforforests.com/partnerships-projects/rainforest-alliance-olam-partnership-livelihoods-forest-landscape-management-western-ghana/> et « TOUTON: The business case for a landscape approach to sustainable cocoa production in Ghana » https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2018/06/IDH_Business-case-study_Touton_Ghana_cocoa-1.pdf
12. « Implementation Plan for the Joint Framework of Action 2018-2020 Republic of Cote d'Ivoire » https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2018/08/CFI_CDI_EN_130818_printversion_3.pdf, « Joint Framework for Action Ghana » <https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2017/03/Ghana-Framwork.pdf>, and « Joint Framework for Action Côte d'Ivoire » https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2017/03/20210120-Cote-dIvoire-Framework_English.pdf

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Julian Oram et Jackson Harris, avec la contribution d'Amourlaye Touré, Samuel Mawutor et Amanda Hurowitz. Le rapport a également bénéficié des précieuses contributions d'Alex Wijeratna, Roger Smith, Glenn Hurowitz et de Cindy Schwartz. Mighty Earth remercie chaleureusement EcoCare Ghana pour sa relecture du présent rapport, ainsi que ses partenaires de recherche en Côte d'Ivoire, qui ont collaboré avec l'équipe de Mighty Earth lors de son enquête sur le terrain. Conception graphique : Brite Spot Creative. Traduction : Julie Grislain-Higonnet

©Mighty Earth
Février 2022



MIGHTY EARTH

1150 Connecticut Avenue NW
Suite 800
Washington, DC 20036
USA

